

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/W/29/Rev.1

7 novembre 2002

(02-6138)

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

TRAVAUX SUR LES QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE, CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 12 B) DE LA DÉCLARATION DE DOHA

Projet de rapport au Conseil du commerce des marchandises

Révision

1. Le paragraphe 12 de la Déclaration ministérielle de Doha dispose que les négociations sur les questions de mise en œuvre en suspens feront partie intégrante du Programme de travail et que les questions en suspens visées au paragraphe 12 b) seront traitées de manière prioritaire par les organes pertinents de l'OMC, qui feront rapport au CNC d'ici à la fin de 2002 en vue d'une action appropriée.

2. Le Conseil du commerce des marchandises (CCM) est convenu le 7 mai 2002 de confier au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) la responsabilité de mener les travaux sur les questions de mise en œuvre encore en suspens visées aux tirets 37 à 40 du document JOB(01)/152/Rev.1, et de rendre compte régulièrement de l'avancement de ses travaux au CCM par l'intermédiaire de son président.¹ Le Comité des MIC s'est réuni à quatre reprises pour débattre des quatre tirets.² Au cours des débats, il a été question d'une étude conjointe menée par l'OMC et la CNUCED à la demande du CCM sur les "Mesures concernant les investissements et liées au commerce et autres prescriptions de résultats".³

3. Pour ce qui est de l'exercice dans son ensemble, il a été avancé que les propositions figurant aux tirets 37 à 40 entraîneraient la renégociation de l'Accord sur les MIC et qu'elles ne concernaient pas la mise en œuvre. Il a également été dit que toutes les propositions relevant du paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle de Doha étaient des questions qui devaient faire l'objet de négociations dans un délai prescrit en tant que partie intégrante du programme de travail de Doha.

4. Certains ont avancé que l'examen des tirets avait été exhaustif. D'autres ont estimé qu'il fallait approfondir le débat.

Tiret 37: Les pays en développement auront une autre possibilité de notifier les MIC existantes qu'ils seraient alors autorisés à maintenir jusqu'à la fin de la nouvelle période de transition

5. Il a été dit que l'Accord sur les MIC et sa Liste exemplative étaient tellement complexes que la plupart des pays en développement et pays les moins avancés Membres n'avaient pas une idée précise des mesures qu'ils étaient tenus de notifier, et qu'ils n'avaient donc pas respecté le délai de 90 jours prescrit à l'article 5:1 de l'Accord pour notifier leurs mesures non conformes et avoir la possibilité de se prévaloir de périodes de transition pour les éliminer. Les périodes de transition

¹ G/C/M/60, paragraphe 6.1.

² Les compte rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents G/TRIMS/M/13, M/14, M/15, et M/15/Add.1.

³ G/C/307 et G/C/307/Add.1.

prévues dans l'Accord sur les MIC étaient aussi trop courtes. Par conséquent, il devrait être ménagé à tous les pays en développement Membres une autre possibilité de notifier leurs MIC et de les maintenir aussi longtemps que le nécessiteront leurs besoins en matière de développement. Il a été proposé de permettre la prolongation des périodes de transition en introduisant des clauses de validité temporaire liées à des critères objectifs.

6. Il a aussi été estimé que les pays en développement Membres qui tenaient à maintenir des MIC, ou à en établir de nouvelles, devraient se prévaloir des dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC relatives aux dérogations. Certains des points de vue reproduits aux paragraphes 14 et 15 ci-dessous du présent rapport ont également été exposés dans ce contexte.

Tiret 38: Les dispositions de l'article 5:3 doivent être dûment modifiées et rendues impératives

7. Il a été dit que les pays en développement Membres devraient pouvoir continuer de se prévaloir de la possibilité de proroger les périodes de transition prévue à l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC pour autant que leurs besoins individuels en matière de développement, de finances et de commerce justifient une telle prolongation. Des critères objectifs pourraient être appliqués pour déterminer les besoins de chaque Membre concerné.

8. Il a aussi été estimé que le libellé actuel de l'article 5:3 était satisfaisant et qu'il n'était pas justifié de le modifier. Il était possible de demander d'autres prorogations des périodes de transition en se prévalant des dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC relatives aux dérogations. Certains des points de vue reproduits aux paragraphes 14 et 15 ci-dessous du présent rapport ont également été exposés dans ce contexte.

Tiret 39: Les pays en développement seront exemptés des disciplines régissant l'application des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, par l'inclusion d'une disposition d'habilitation aux articles 2 et 4

9. Il a été dit que les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale étaient un instrument de politique économique essentiel pour l'industrialisation, en particulier lorsqu'un pays se trouvait à un stade intermédiaire de développement. Un grand nombre de pays développés et de nouveaux pays industriels les avaient utilisées avec succès aux premiers stades de leur développement et ils avaient démontré ainsi le rôle capital qu'elles pouvaient jouer dans leur processus d'industrialisation, en particulier dans la création de relations interindustrielles. De récentes études empiriques avaient montré le maigre bilan des entreprises transnationales sur le plan de la création de valeur ajoutée et de relations interindustrielles.

10. Il a aussi été estimé que la modification des articles 2 et 4 tel que proposé compromettrait l'objectif de l'Accord sur les MIC, à savoir l'élimination progressive des MIC, et qu'elle risquait de contrevenir aux principes et obligations de base du GATT, en particulier à l'article III du GATT. Elle modifierait l'équilibre des droits et obligations de l'Accord sur les MIC. De nombreux pays en développement avaient déjà déployé des efforts considérables pour respecter les dispositions actuelles de l'Accord. L'article 4 offrait aux pays en développement suffisamment de flexibilité pour déroger aux obligations établies à l'article 2, sous réserve de certaines conditions. Certains des points de vue reproduits aux paragraphes 14 et 15 ci-dessous du présent rapport ont également été exposés dans ce contexte.

Tiret 40: Des dispositions spécifiques seront incluses dans l'Accord afin de donner aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre des politiques de développement (visant à répondre entre autres aux préoccupations sociales, régionales, économiques et technologiques) qui pourraient aider à réduire les disparités vis-à-vis des pays développés

11. Dans une communication écrite, deux Membres avaient proposé sous ce tiret que les pays en développement soient autorisés à se servir de mesures concernant les investissements et liées au commerce afin: a) de promouvoir les capacités de fabrication nationales dans les secteurs à forte

valeur ajoutée ou à forte intensité de technologie; b) de stimuler le transfert ou le développement au niveau local de technologies; c) de promouvoir la concurrence intérieure et/ou de remédier aux pratiques commerciales restrictives; d) de promouvoir les achats auprès des régions défavorisées afin de réduire les disparités régionales dans leur territoire; e) d'encourager des méthodes ou produits écologiques et de contribuer au développement durable; f) d'accroître la capacité d'exportation dans les cas où des déficits structurels des comptes courants causeraient ou menaceraient de causer une réduction marquée des importations; et g) de promouvoir des petites et moyennes entreprises car celles-ci contribuaient à la création d'emplois.⁴

12. Il a été estimé, à l'appui de cette proposition, que les pays en développement devraient avoir la possibilité de recourir aux MIC tant et aussi longtemps que le nécessiterait leur processus de développement, et que l'Accord sur les MIC devrait être modifié en ce sens. Les MIC et d'autres prescriptions de résultats étaient des instruments des plus utiles pour les pays qui se trouvaient à un stade intermédiaire de développement car elles leur permettaient d'atteindre leurs objectifs de développement, de poursuivre leur industrialisation et de compenser les distorsions qu'introduisaient dans les échanges commerciaux certains comportements d'entreprise, qui pouvaient avoir des répercussions plus préjudiciables sur l'allocation des ressources que les mesures concernant l'investissement. Des études avaient montré que les pays développés avaient utilisé ces mesures avec succès pour s'industrialiser. Les pays en développement se voyaient maintenant dénier l'utilisation de ces mesures, avant même d'atteindre le seuil où, comme dans le cas des pays à faibles revenus et des pays moins avancés, ils pouvaient en tirer parti. Aucune donnée empirique concluante ne corroborait l'argument théorique sur lequel était fondée la disposition des Accords du Cycle d'Uruguay visant l'interdiction des MIC, à savoir que les MIC causaient, *a priori*, des effets de restriction ou de distorsion des échanges. D'autres mesures qui étaient utilisées dans des secteurs présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, tels que l'agriculture, s'étaient révélées avoir des effets de distorsion des échanges beaucoup plus prononcés que les MIC, mais elles n'avaient pourtant pas été prohibées. Les MIC ne devraient être condamnées que dans la mesure où elles avaient, au cas par cas, des effets de restriction ou de distorsion des échanges. Dans le cas contraire, les pays en développement devraient avoir la liberté de décider eux-mêmes de recourir à des MIC pour les fins de leur développement.

13. Par ailleurs, l'Accord sur les MIC avait établi des obligations uniformes qui s'appliquaient à tous les Membres, sans tenir compte de leurs inégalités structurelles et des écarts qui les séparaient en matière de développement, de capacités technologiques, ou de conditions sociales, régionales et environnementales, et sans prendre en compte une véritable dimension développement. Exception faite des périodes de transition, l'Accord ne contenait pas de clause de traitement spécial et différencié qui permette aux pays en développement de répondre à leurs préoccupations particulières dans les domaines économique, financier et social. En outre, les périodes de transition instituées pour éliminer les MIC n'ont pas été assez longues pour permettre aux pays en développement de venir à bout de leurs problèmes structurels, de s'engager dans la voie d'un développement durable ou de rattraper les pays développés. L'article 4 de l'Accord sur les MIC ne traitait pas des préoccupations particulières des pays en développement, et il était donc insuffisant.

14. Il a aussi été estimé que les MIC avaient des effets reconnus de distorsion des échanges, de l'investissement et de l'allocation des ressources. Des études récentes ont montré que ces mesures étaient coûteuses et inefficaces et risquaient de décourager l'investissement dans les pays qui les appliquaient, en particulier s'il s'agissait de petits pays en développement ou de pays les moins avancés. La preuve en était que de nombreux pays Membres, développés et en développement avaient renoncé à les utiliser. On manquait de données prouvant que les MIC pouvaient avoir des effets positifs sur l'économie des pays en développement. D'autres mesures compatibles avec les règles de l'OMC étaient disponibles pour répondre aux types d'objectifs que visaient à atteindre les

⁴ G/TRIMS/W/25.

MIC, par exemple la loi et la politique de la concurrence pour corriger les comportements abusifs des entreprises.

15. L'Accord sur les MIC offrait déjà suffisamment de flexibilité pour répondre aux préoccupations des pays en développement. Il prévoyait un traitement spécial et différencié, puisqu'il offrait aux pays en développement des périodes de transition pour éliminer les mesures et ménageait la possibilité de proroger ces périodes de transition. Plusieurs Membres avaient déjà utilisé efficacement cette procédure. Étant donné que les mesures en question étaient incompatibles avec les articles III et XI du GATT, il était approprié que l'Accord sur les MIC adopte cette approche au cas par cas, plutôt qu'une approche unique, pour tenir compte de la situation et des besoins particuliers des Membres. L'article 4 de l'Accord sur les MIC offrait aussi aux pays en développement la flexibilité voulue pour utiliser des MIC dans des circonstances particulières, et une flexibilité additionnelle pouvait être obtenue en se prévalant des dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC relatives aux dérogations. La proposition suscitait des préoccupations car elle modifierait l'équilibre des droits et obligations de l'Accord sur les MIC, y compris parmi les pays en développement et les pays les moins avancés, surtout ceux qui avaient déjà choisi de respecter leurs obligations dans le cadre de l'Accord. De plus, elle remettrait en cause les décisions du Conseil du commerce des marchandises de proroger la période de transition dans le cas de certains pays en développement Membres. Par ailleurs, les objectifs qui sous-tendaient la proposition allaient au-delà de ce qui avait été envisagé dans le cadre de l'Accord sur les MIC ou des articles III et XI du GATT et risquaient d'occasionner des restrictions déguisées au commerce.
